

DANS L'ACTUALITE du 24 au 27 octobre 2014

Textes officiels

JORF n° 0249 du 26 octobre 2014

Création de la commission nationale de conciliation chargée d'émettre un avis motivé sur les projets d'arrêtés interministériels établissant la liste des services ou parties de services mis à disposition des collectivités territoriales ou des groupements d'intérêt public

[Décret n° 2014-1241 du 24 octobre 2014 créant la commission nationale de conciliation prévue par l'article 81 de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles](#)

Jurisprudence

Electeur d'une section de commune demandant l'annulation du transfert d'un bien à la commune qu'il avait lui-même demandé

[CE 20 octobre 2014 *Monsieur A.*, req. 361909](#)

Répond aux exigences de l'article R. 600-1 du code de l'urbanisme le requérant qui notifie son pourvoi contre une décision juridictionnelle à l'adresse mentionnée dans les visas de cette décision

[CE 15 octobre 2014 *Monsieur B. et consorts*, req. n° 366065](#)

Suspension de la suspension du PLU et limites du pouvoir du préfet

[CE 15 octobre 2014 *ministre du logement et de l'égalité des territoires*, req. n° 377088](#)

Réponse ministérielle

Question écrite Sénat n° 12835 - 23 octobre 2014 - [Marchés publics et pouvoirs du maire](#)

Question écrite Sénat n° 13190 - 23 octobre 2014 - [Délais de réponse des SAFER pour l'exercice de leur droit de préemption](#)

Question écrite Sénat n° 11109 - 23 octobre 2014 - [Travaux non conformes et règles d'urbanisme](#)

Vu par ailleurs

Contrat public

Le silence vaudra acceptation... mais pas dans les marchés publics

[Qui ne dit mot consent : ce sera bientôt le cas pour nombre de procédures administratives, mais pas pour l'attribution de marchés publics !](#)

Source : le Moniteur du 24/10/2014

La Lettre de la DAJ n° 174 est parue

[Expérimenter le co-design des politiques publiques numériques](#)

Source : DAJ du 23/10/2014

Urbanisme

Logement social : 39 terrains de la SNCF, RRF et de la RATP mobilisables en Ile-de-France

[La liste des terrains de la SNCF, RRF et de la RATP mobilisable en Ile-de-France dans le cadre de la loi de mobilisation du foncier public en faveur du logement et au renforcement des obligations de production de logement social a été publiée vendredi 24 octobre au Journal Officiel.](#)

Source : le Moniteur du 27/10/2014

Joan Busquets confirmé à Toulouse

La ville de Toulouse va continuer de travailler avec l'urbaniste catalan Joan Busquets pour poursuivre le projet urbain Toulouse centre. A terme, elle vise l'inscription du centre ancien au patrimoine mondial de l'Unesco. Annette Laigneau, adjointe en charge de l'urbanisme, a confirmé ces choix et orientations, le 24 octobre, à l'issue de la présentation du projet devant la «commission de suivi du centre-ville». Début novembre, Jean-Luc Moudenc, le maire de Toulouse, fera connaître ses priorités.

Source : le Moniteur du 27/10/2014

Choc de simplification : suppression d'une nouvelle norme pour les ascenseurs

Un décret du 21 octobre 2014 relatif aux travaux de sécurité sur les installations d'ascenseurs met en œuvre l'une des mesures de simplification annoncées par Manuel Valls et Sylvia Pinel, la ministre du Logement, dans le cadre du plan de relance du logement (voir notre article ci-contre du 25 juin 2014).

Source : localtis.info du 24/10/2014

Environnement

Qualibat a attribué 20 000 certifications RGE

20 000 certifications RGE ont été obtenues début octobre. L'objectif des 30 000 entreprises RGE au 1er juillet 2014 n'est pas encore atteint, mais on s'y approche avec une demande de plus en plus forte. Eco-conditionnalité au 1er janvier prochain oblige !

Source : le Moniteur du 24/10/2014

Union Européenne : un paquet énergie-climat flexible pour 2030

Les 28 membres de l'Union Européenne se sont mis d'accord en matière d'énergie et de climat pour 2030. Ils ont décidé de ramener de 30 à 27% l'objectif indicatif pour l'efficacité énergétique.

Source : le Moniteur du 24/10/2014

Transition énergétique : la commission du développement durable du Sénat saisie de "la majeure partie" du projet de loi

[La commission du développement durable du Sénat, présidée par Hervé Maurey \(UDI-UC – Eure\), sera saisie par délégation "de plus de la moitié des articles" du projet de loi sur la transition énergétique, a-t-elle annoncé dans un communiqué le 23 octobre.](#)

Source : localtis.info du 24/10/2014

Vu dans les revues

AJDA n° 36/2014 du 27 octobre 2014 p.2043, *Dossier - Mutations du contentieux contractuel*

AJDA n° 36/2014 du 27 octobre 2014 p.2067, *Redécoupage cantonal : quid en cas d'annulation ? (CE 27 juin 2014 M. d'Amécourt, req. n° 380636)*, conclusions de Xavier Domino

BJDU 5/2014 – Octobre 2014 p.335, *Intégration de l'urbanisme commercial dans l'urbanisme général : une réforme presque aboutie...*, par Dominique Moreno

BJDU 5/2014 – Octobre 2014 p.346, *Qu'est-ce qu'un projet nécessitant des travaux portant sur les réseaux publics au sens de l'article L. 111-4 du code de l'urbanisme ? (CE 11 juin 2014 commune de Champcella, req. n° 361074)*, conclusions de Suzanne von Coester

Droit Administratif n° 11 – Revue Lexis-Nexis – novembre 2014, étude 16, *Les compétences en matière de planification urbaine après la loi ALUR*, par Patrice Ibanez

Semaine juridique Administration et Collectivités territoriales n° 43, 27 octobre 2014 p.2298, *Les modalités d'application des dispositions de l'ordonnance du 18 juillet 2013 relative au contentieux de l'urbanisme sont précisées*, par David Gillig